

SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 02 OCTOBRE 2007

Présents : MM. GALANT J., Bourgmestre, Présidente;
CAULIER G., HORNY D., EGELS J.P., DESMET-CULQUIN B.; DURIEUX J., Echevins;
PIGEON M., HALLOT J-P., QUINTIN Y., DUBOIS G, POTTIEZ P., BREUSE E.;
SENECAUT M.; LEURIDANT G., MULLER L., ROBETTE-DELPUTTE F.,
VANDERKEL A., DELHAYE-DEBAUQUE I, MORCRETTE C., DECAMPS P.;
Conseillers;

DELHAYE Michel, Secrétaire Communal.

Madame MAUROY-MOULIN-STALPAERT Pascale est excusée.

Madame DELHAYE-DEBAUQUE remet une note de l'U.S.C. Jurbise à Madame la Présidente :

U.S.C. JURBISE

01-10-2007

Melle la Bourgmestre,

Vous trouverez en annexe la nouvelle répartition des élus PS pour les représentations de la commune dans les instances supra communales.

En ce qui concerne les commissions du conseil communal Mme Senecaut Manuella participera au Conseil de Police et Mr Breuse Eddy à la Commission des Finances.

Nous vous en souhaitons bonne réception et vous prions d'agréer, Melle la Bourgmestre, nos salutations distinguées.

Le Président de l'USC
F. Hoyois

La Chef de groupe PS.
M. Senecaut

Les Conseillers PS
I. Debauque E. Breuse

Représentation communale de Jurbise au 01.10.07

Organisme

PS

HAUTE SENNE LOGEMENT

SENECAUT Manuella
DEBAUQUE Isabelle

SOCIETE TERRIENNE CREDIT
SOCIAL DU HAINAUT

SENECAUT Manuella
DEBAUQUE Isabelle

SWDE

SENECAUT Manuella
DEBAUQUE Isabelle

CISCM

SENECAUT Manuella
DEBAUQUE Isabelle

IDETA	BREUSE Eddy DEBAUQUE Isabelle
IDEA	BREUSE Eddy DEBAUQUE Isabelle
ITRADEC	BREUSE Eddy DEBAUQUE Isabelle
IEH	BREUSE Eddy SENECAUT Manuella
IPFH	BREUSE Eddy SENECAUT Manuella
IGH	BREUSE Eddy SENECAUT Manuella
IGRETEC	BREUSE Eddy DEBAUQUE Isabelle

Monsieur MULLER émet une série de remarques sur le procès-verbal de la séance du 05 septembre 2007, notamment des erreurs de « copié-collé ». Il mentionne également qu'au point n°14, la question qu'il avait posée était libellée comme suit : « Pourquoi n'avez-vous pas continué à travailler avec l'ancienne CCAT, alors que vous en aviez la possibilité ? ».

Concernant, le procès-verbal du 02 octobre 2007, Monsieur MULLER s'interroge sur l'application de l'article 220 du Règlement de Police relatif aux nuisances sonores.

1. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 05 SEPTEMBRE 2007 – PARTIE PUBLIQUE – APPROBATION

Mademoiselle MORCRETTE fait remarquer un problème de « copié-collé » en page 3 portant sur l'acquisition d'un tableau pour l'école communale d'Herchies.

Monsieur MULLER regrette, pour les points 14, 15 et 16 portant sur l'urbanisme, que son intervention n'ait pas été consignée in extenso au procès-verbal.

La Présidente lui rappelle, une fois de plus, que le procès-verbal établi est un compte-rendu de la séance du Conseil Communal et non un rapport analytique de celle-ci. De plus, elle lui signale qu'il lui est loisible de remettre ses interventions de manière complète et écrite au procès-verbal de la séance, au Secrétaire Communal ou à la Présidente en début de séance, comme le font d'ailleurs déjà nombre de conseillers.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Approuve, par 19 voix pour et 2 voix contre, le procès-verbal de la séance du 05 septembre 2007 – partie publique.

2. FINANCES – SITUATION DE CAISSE AU 01 SEPTEMBRE 2007-INFORMATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Est informé de la situation de caisse au 01 septembre 2007, soit un solde débiteur de 1.874.896,00 €.

3. FINANCES – MODIFICATION BUDGETAIRE N°2 DE L'EXERCICE 2007 DES SERVICES ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE – APPROBATION

Mademoiselle MORCRETTE attire l'attention du Conseil Communal sur les remarques relatives aux conclusions contenues dans le rapport du receveur communal au sein de la Commission restreinte. Elle s'interroge sur les engagements encore prévus durant l'exercice en cours.

La Présidente réplique en assurant que tous les projets prévus durant l'exercice ont été lancés et que plus aucun engagement ne sera initié durant celui-ci.

Madame SENECAUT s'excuse de n'avoir pu participer à la Commission des Finances, elle poursuit en posant nombre de questions techniques sur le budget, auxquelles répondent Monsieur EGELS, Echevin des Finances et Monsieur BOTTE, Receveur communal. Elle attire notamment l'attention du Conseil Communal sur la forte augmentation de consommation électrique à l'école communale d'Herchies.

La Présidente s'engage à faire vérifier les chiffres de consommation et à diligenter les services techniques pour un contrôle des installations.

Enfin, Madame SENECAUT s'associe à la remarque faite par le groupe CDH portant sur les conclusions du Receveur communal lors de la Commission restreinte.

Monsieur EGELS présente la modification budgétaire n°2 du service ordinaire.

D'après le budget initial ou la précédente modification :

- Recettes	8.073.735,20
- Dépenses	8.072.917,88
- Solde	817,32

Modification budgétaire :

Augmentation de crédits :

- Recettes	66.000,80
- Dépenses	323.008,92

- Solde - 257.008,12

Diminution de crédits :

- Recettes -40.543,38
- Dépenses -339.109,53
- Solde 298.566,15

Nouveau résultat :

- Recettes 8.099.192,62
- Dépenses 8.056.817,27
- Solde 42.375,35

LE CONSEIL COMMUNAL,

Approuve par, 14 voix pour et 6 abstentions, la modification budgétaire n°2 de l'exercice 2007 du service ordinaire de l'Administration communale de Jurbise.

Monsieur EGELS présente la modification budgétaire n°2 du service extraordinaire.

D'après le budget initial ou la précédente modification :

- Recettes 5.948.159,11
- Dépenses 5.924.623,43
- Solde 23.535,68

Modification budgétaire :

Augmentation de crédits :

- Recettes 172.487,55
- Dépenses 156.885,54
- Solde 15.602,01

Diminution de crédits :

- Recettes - 18.856,82
- Dépenses -
- Solde - 18.856,82

Nouveau résultat :

- Recettes 6.101.789,84
- Dépenses 6.081.508,97
- Solde 20.280,87

LE CONSEIL COMMUNAL,

Approuve, par 14 voix pour et 6 abstentions, la modification budgétaire n°2 de l'exercice 2007 du service extraordinaire de l'Administration communale de Jurbise.

**4. FINANCES – DEMANDE D'ESCOMPTE DE SUBSIDE PROMIS FERME POUR
LE REMPLACEMENT D'UNE CHAUDIERE A L'ECOLE COMMUNALE
D'HERCHIES DANS LE CADRE DU PROGRAMME D'URGENCE –
APPROBATION**

Vu l'investissement mentionné ci-dessous dont le financement est assuré « partiellement » au moyen des subventions promises ferme par le Ministère de la Communauté Française Administration Générale de l'Infrastructure;

Considérant qu'en raison d'un retard de liquidation de la subvention promise, étant donné qu'il faut joindre les factures acquittées, il importe de prendre, dès à présent, les mesures nécessaires afin de pourvoir poursuivre le paiement des créanciers ci-dessous qui seront désintéressés par Dexia Banque, sur ordres du Receveur Communal créés à leur profit :

Entrepreneurs, fournisseurs, ayant droit :

Ets Dominique
N°TVA : 885.765.002
Chauffage Sanitaire
Rue Valère Letot, 46
7050 HERCHIES

Considérant aussi qu'il convient d'éviter le paiement d'intérêts de retard ;

LE CONSEIL COMMUNAL,

DECIDE par 18 voix pour et 2 abstentions :

En application de l'Article 26 de l'Arrêté Royal du 2 août 1990, concernant le Règlement général de la comptabilité communale.

a) DECIDE de recourir à l'escompte des subventions promises ferme pour les dépenses prévues dans la présente. La situation de ces subventions s'établit comme suit :

Subsides octroyés par :	N° d'engagement	Montants
Ministère de la Communauté Française Administration Générale de l'Infrastructure Service Général des Infrastructures Publiques Subventionnées Programme d'Urgence	Dossier PU 2007/00535 N° engagement 0758288	9.617, 85 €

Acomptes déjà encaissés sur les subsides précités	Dates	Montants
NEANT	(B) Total	0,00 €
Montant escomptable des subsides promis ferme :	(A) – (B)	9.617,85 €

b) SOLLICITE de Dexia Banque, aux fins ci-dessus, par voie d'escompte des susdites subventions, des avances pouvant s'élever à 9.617,85 €.

Le crédit sera ouvert pour une période de trois ans maximum sur un compte courant à ouvrir au nom de la Commune après réception par Dexia Banque de la présente délibération d'escompte.

Le taux d'intérêt est déterminé en fonction des conditions du marché et approuvé par le Comité de Direction de Dexia Banque. Il est fixé le jour de la réception de la présente résolution et est valable pour une période de trois ans à dater du jour de l'accord de Dexia Banque. Le taux applicable sera indiqué dans ladite lettre d'accord.

Les intérêts dus à Dexia Banque sur le solde débiteur du compte d'escompte seront payables trimestriellement et seront portés d'office, à chaque échéance, au débit du compte courant de l'emprunteur.

L'Administration Communale autorise :

- Le pouvoir subsidiant à effectuer le versement direct à Dexia Banque des subsides escomptés ;
- Dexia Banque à affecter au paiement des intérêts dus, l'ensemble des ressources ordinaires communales centralisées en cet organisme et, au remboursement des avances accordées, les subsides perçus au fur et à mesure de leur règlement par les pouvoirs publics dans le cadre des dépenses ci-dessus mentionnées.

Les autorisations ci-dessus valent délégation irrévocable au profit de Dexia Banque.

Dans le cas où les ressources ordinaires sus énoncées seraient insuffisantes pour le règlement des intérêts à l'une des échéances, la commune s'engage à verser à Dexia Banque la somme nécessaire pour parfaire le paiement de sa dette et, en cas de retard, à y ajouter des intérêts de retard calculés au taux du jour depuis l'échéance jusqu'au jour inclus où les fonds parviendront à Dexia Banque.

L'Administration Communale autorise en outre Dexia Banque à virer d'office à son compte courant le montant de tout découvert que présenterait à l'échéance son compte d'escompte de subventions et qui n'aurait pu faire l'objet d'un aménagement.

Avant l'échéance et si l'Administration Communale le souhaite, le Collège Communal pourra par simple lettre demander la prolongation du crédit.

Moyennant l'accord de Dexia Banque, l'échéance pourra alors être reportée d'un an à dater de l'échéance prévue. Le taux applicable pendant cette prolongation sera le taux en vigueur à cette date sur base de la même référence que le taux de l'opération d'escompte. Le nouveau taux sera communiqué à l'emprunteur et restera fixe jusqu'à l'échéance finale.

5. FINANCES – DEMANDE D'ESCOMPTE DE SUBSIDE PROMIS FERME POUR LE REMPLACEMENT D'UNE CHAUDIERE A L'ECOLE COMMUNALE DE MASNUY-SAINT-JEAN DANS LE CADRE DU PROGRAMME D'URGENCE – APPROBATION

Vu l'investissement mentionne ci-dessous dont le financement est assuré « partiellement » au moyen des subventions promises ferme par le Ministère de la Communauté Française Administration Générale de l'Infrastructure;

Considérant qu'en raison d'un retard de liquidation de la subvention promise, étant donné qu'il faut joindre les factures acquittées, il importe de prendre, dès à présent, les mesures nécessaires afin de pouvoir poursuivre le paiement des créanciers ci-dessous qui seront désintéressés par Dexia Banque, sur ordres du Receveur Communal créés à leur profit :

Entrepreneurs, fournisseurs, ayant droit :

Sprl Miroir Loiseau Plomb
TVA : 430.347.824
Chemin du Prince 344
7050 Masnuy Saint Jean

Considérant aussi qu'il convient d'éviter le paiement d'intérêts de retard ;

LE CONSEIL COMMUNAL,

DECIDE par 18 voix pour et 2 abstentions :

En application de l'Article 26 de l'Arrêté Royal du 2 août 1990, concernant le Règlement général de la comptabilité communale.

- c) Décide de recourir à l'escompte des subventions promises ferme pour les dépenses prévues dans la présente. La situation de ces subventions s'établit comme suit :

Subsides octroyés par :	N° d'engagement	Montants
Ministère de la Communauté Française Administration Générale de l'Infrastructure Service Général des Infrastructures Publiques Subventionnées Programme d'Urgence	Dossier PU 2007/00531 N° engagement 0758289	8.025,33 €

Acomptes déjà encaissés sur les subsides précités	Dates	Montants
NEANT	(B) Total	0,00 €
Montant escomptable des subsides promis ferme :	(A) – (B)	8.025,33 €

d) Solliciter de Dexia Banque, aux fins ci-dessus, par voie d'escompte des susdites subventions, des avances pouvant s'élever à 8.025,33 €.

Le crédit sera ouvert pour une période de trois ans maximum sur un compte courant à ouvrir au nom de la Commune après réception par Dexia Banque de la présente délibération.

Le taux d'intérêt est déterminé en fonction des conditions du marché et approuvé par le Comité de Direction de Dexia Banque. Il est fixé le jour de la réception de la présente résolution et est valable pour une période de trois ans à dater du jour de l'accord de Dexia Banque. Le taux applicable sera indiqué dans ladite lettre d'accord.

Les intérêts dus à Dexia Banque sur le solde débiteur du compte d'escompte seront payables trimestriellement et seront portés d'office, à chaque échéance, au débit du compte courant de l'emprunter.

La Commune autorise :

- le pouvoir subsidiant à effectuer le versement direct à Dexia Banque des subsides escomptés :
- Dexia Banque à affecter au paiement des intérêts dus, l'ensemble des ressources ordinaires communales centralisées en cet organisme et, au remboursement des avances accordées, les subsides perçus au fur et à mesure de leur règlement par les pouvoirs publics dans le cadre des dépenses ci-dessus mentionnées.

Les autorisations ci-dessus valent délégation irrévocable au profit de Dexia Banque.

Dans le cas où les ressources ordinaires sus énoncées seraient insuffisantes pour le règlement des intérêts à l'une des échéances, la commune s'engage à verser à Dexia Banque la somme nécessaire pour parfaire le paiement de sa dette et, en cas de retard, à y ajouter des intérêts de retard calculés au taux du jour depuis l'échéance jusqu'au jour inclus où les fonds parviendront à Dexia Banque.

L'Administration Communale autorise en outre Dexia Banque à virer d'office à son compte courant le montant de tout découvert que présenterait à l'échéance son compte d'escompte de subventions et qui n'aurait pu faire l'objet d'un aménagement.

Avant l'échéance et si l'Administration Communale le souhaite, le Collège Communal pourra par simple lettre demander la prolongation du crédit.

Moyennant l'accord de Dexia Banque, l'échéance pourra alors être reportée d'un an à dater de l'échéance prévue. Le taux applicable pendant cette prolongation sera le taux en vigueur à

cette date sur base de la même référence que le taux de l'opération d'escompte. Le nouveau taux sera communiqué à l'emprunteur et restera fixe jusqu'à l'échéance finale.

6. FINANCES – SERVICE DE DISTRIBUTION D'EAU – INCORPORATION AU CAPITAL DES RESERVES DES ASSOCIES COMMUNAUX AFIN DE FINANCER DES TRAVAUX - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la décision de l'Assemblée Générale de la SWDE du 29 mai 2007 d'incorporer au capital les réserves individualisées des associés communaux constituées antérieurement à la modification statutaire du 30 novembre 2006;

Vu que, pour la commune, le montant de la réserve disponible s'élève à 86.443,68 € et correspond à 3.458 parts sociales de 25 €;

Vu que ce montant a été incorporé au capital le 30 juin dernier;

Vu que ces parts doivent être souscrites et sont entièrement libérées par la réserve disponible ;

Décide à l'unanimité

Article 1er. – De souscrire 3.458 parts sociales de 25 € dans le capital du service de distribution d'eau.

Article 2. – De transmettre la présente délibération, en double exemplaires, à la Société wallonne des eaux.

7. ELABORATION D'UN SCHEMA DE STRUCTURE COMMUNAL AU SENS DES ARTICLES 16, 16 BIS, 17, 254, 255, 78 ET 79 DU C.W.A.T.U.P. – DECISION DU COLLEGE COMMUNAL DU 27 AOUT 2007 –RATIFICATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu le décret du 1er avril 1999 organisant la tutelle sur les communes, les provinces et les intercommunales de la Région wallonne;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Vu l'attribution du marché de conception pour le marché ayant comme objet "Elaboration d'un schéma de structure communal au sens des articles 16, 16bis, 17, 254, 255, 78 et 79 du CWATUP;

Considérant que l'auteur de projet, Service Urbanisme, Rue du Moustier 8 à 7050 Jurbise a établi un cahier des charges N° SF2007 / CSCH 01 pour le marché ayant pour objet "Elaboration d'un schéma de structure communal au sens des articles 16, 16bis, 17, 254, 255, 78 et 79 du CWATUP »;

Vu la délibération du Conseil Communal du 05 juin 2007 par laquelle le Conseil Communal approuve le cahier spécial des charges et le devis estimatif au montant de 125.000,00 euro T.V.A. comprise;

Vu l'avis de marché publié au bulletin des adjudications en date du 02 juillet 2007;

Vu que les soumissions doivent parvenir à l'Administration Communale au plus tard le 3 août 2007;

Vu que 5 offres sont parvenues de :

- AWP+E, Rue du Géant, 2 Bte 5 à 1400 Nivelles
- IDEA, Rue de Nimy, 53 à 7000 Mons
- AGORA Bureau d'étude, Rue Montagne Aux Angès, 26 à 1081 Bruxelles
- Institut de Conseil et d'Etudes en Développement Durable (I.C.E.D.D), Boulevard Frère Orban, 4 à 5000 Namur
- I.G.R.E.T.E.C, Boulevard Mayence, 1 à 6000 Charleroi

Vu le rapport d'examen des offres du 22 août 2007, annexé à la présente, rédigé par l'auteur de projet, Service Urbanisme, Rue du Moustier 8 à 7050 Jurbise;

Vu la proposition de l'auteur de projet, tenant compte des éléments précités, d'attribuer le marché de services à l'offre régulière économiquement la plus avantageuse (tenant compte des critères d'attribution), soit AWP+E, Rue du Géant, 2 Bte 5 à 1400 Nivelles aux conditions mentionnées dans l'offre de ce candidat;

Revu la délibération du Collège Communal du 28 août 2007 par laquelle le Collège désigne la firme AWP+E, Rue du Géant, 2 Bte 5 à 1400 Nivelles est l'offre régulière économiquement la plus avantageuse (tenant compte des critères d'attribution);

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2007, article 930/73351;

Considérant que ce crédit sera financé par un emprunt et subsides;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par lequel le Conseil Communal doit désigné une personne physique ou morale, privée ou publique en charge d'élaborer un schéma de structure communal en vertu de la législation en vigueur et les besoins de la commune en matière d'urbanisation et environnementale;

Décide à l'unanimité :

Article 1er. - De ratifier la décision du Collège Communal du 27 août 2007 par laquelle le Collège attribue le marché ayant pour objet « Elaboration d'un schéma de structure communal au sens des articles 16, 16bis, 17, 254, 255, 78 et 79 du CWATUP » rédigée par l'auteur de projet, Service Urbanisme, Rue du Moustier 8 à 7050 Jurbise, à la société AWP+E, Rue du Géant, 2 Bte 5 à 1400 Nivelles ayant l'offre régulière économiquement la plus avantageuse (tenant compte des critères d'attribution).

Article 2. - Le marché "Elaboration d'un schéma de structure communal au sens des articles 16, 16bis, 17, 254, 255, 78 et 79 du CWATUP " est attribué à AWP+E, Rue du Géant, 2 Bte 5 à 1400 Nivelles aux conditions mentionnées dans l'offre de ce candidat.

Article 3. - L'exécution doit répondre aux conditions fixées par le cahier spécial des charges N° SF2007 / CSCH 01.

Article 4. - De renoncer à réclamer le versement du solde (400.000 francs) du subside octroyé dans le cadre des Arrêtés Ministériels des 19 juin 1989 et 28 juillet 1992.

Article 5. - De solliciter l'octroi d'une subvention d'un montant de 50.776,44 euro, suivant les prescriptions des articles 255/4 et 255/8 du CWATUP, correspondant à 60 % du montant des honoraires relatifs à l'élaboration d'un Schéma de Structure Communal.

Article 6. - De transmettre la présente résolution au Ministère de la Région Wallonne Division de l'Aménagement et de l'Urbanisme à Jambe et à Monsieur le Receveur Communal pour disposition.

**8. I.D.E.A. – ASSEMBLEE GENERALE DU 10 OCTOBRE 2007 – POINT N°1 –
CESSION TVD - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le décret du 19 juillet 2006 modifiant le Livre V de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et relatif aux modes de coopérations entre communes;

Vu le courrier du 16 août 2007 de l'intercommunale IDEA à la Commune de Jurbise par lequel, d'une part, la commune de Jurbise est informée de la tenue d'une Assemblée générale extraordinaire de l'intercommunale le 10 octobre 2007 et, d'autre part, le Conseil communal est invité à délibérer quant à l'opération soumise à l'Assemblée générale et à ses différents éléments;

Vu le point 1 mis à l'ordre du jour de cette Assemblée générale, en ses différents éléments;

Vu les pièces annexées à la convocation et le dossier mis à disposition par l'intercommunale;

Vu notamment, les délibérations du Conseil d'administration de l'intercommunale des 12 juillet 2006, 15 novembre 2006 et 20 juin 2007;

Vu le courrier du 24 août 2007 de l'intercommunale et des pièces y annexées;

Vu le projet de convention de cession d'actions, le projet d'apport de branches d'activité et le projet de convention entre les vendeurs relatif à la répartition de la prise en charge des garanties;

Considérant que la Commune de Jurbise doit être représentée à l'Assemblée générale de l'intercommunale par cinq délégués, désignés à la proportionnelle, trois au moins représentant la majorité du Conseil communal;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces cinq délégués à l'Assemblée générale extraordinaire du 10 octobre 2007;

Considérant que le Conseil communal doit se prononcer sur le point mis à l'ordre du jour de cette Assemblée générale;

Considérant que l'opération soumise à la délibération du Conseil communal consiste en la cession par les intercommunales mixtes de télédistribution et IDEATEL – à laquelle la Commune de Jurbise est affiliée - de leurs activités câble;

Considérant que l'opération peut être résumée comme suit, le Conseil communal renvoyant pour le surplus aux pièces du dossier et, notamment, au contenu de la convention de cession d'actions :

- Dans une première étape, chacune des intercommunales venderesses fera apport de sa branche d'activité de câblodistribution dans une société intercommunale actuellement en formation appelée NewIco. En contre-partie de cet apport, l'intercommunale IDEA recevra 34.392 actions correspondant à la valeur de sa branche d'activité;
- Dans une seconde étape, en application de la convention de cession d'actions, l'ALE(Association Liégeoise d'Electricité) se portera acquéreur, pour le prix

négocié de 465 M €, de l'intégralité des actions de chaque intercommunale dans la société NewIco ⁽¹⁾;

- Il convient de préciser que la cession des actions et le paiement du prix aux intercommunales vendeuses auront lieu immédiatement après la réalisation des apports de branches d'activité;
- La quote-part de l'intercommunale IDEA dans le prix de cession est 82,047 M €.

Considérant que cette opération se réalise, plus particulièrement, par le biais de la convention de cession d'actions, du projet d'apport de la branche d'activité et par la convention entre les vendeurs relative à la prise en charge des garanties;

Considérant que le Conseil communal marque son accord sur cette opération en l'ensemble de ses éléments;

Considérant en effet, que les évolutions rapides – tant sur le plan technique que d'un point de vue de la concurrence – dans le domaine de la télédistribution et des télécommunications en général, ont rendu indispensable une réflexion profonde sur les activités exercées en la matière par l'intercommunale et la manière de les exercer;

Considérant les défis suivants dans ce cadre :

- Etre capable de suivre l'évolution technologique notamment numérique;
- Faire face à un développement concurrentiel important dans de nombreuses autres plate-formes de diffusion que le câble : le satellite, Internet, les réseaux hertziens terrestres, etc.;
- Commercialiser rapidement une offre dite « triple play » et donc, investir dans le domaine de la téléphonie non exercé jusqu'ores;
- Moderniser l'ensemble ou à tout le moins partie des réseaux pour assurer une capacité de diffusion la plus large et au plus grand nombre possible d'une telle offre;

Considérant qu'au vu de ces défis, le Conseil communal estime, tout comme le Conseil d'administration de l'intercommunale, que la meilleure solution est de céder à 100% le réseau de télédistribution et ce, compte tenu de la valorisation importante de celui-ci au meilleur avantage de l'intercommunale et des communes associées et donc de la Commune/de la Ville; en outre, le caractère de plus en plus concurrentiel et technologique du marché entraîne une accentuation des risques de l'activité dont il convient de se préserver;

Considérant que l'affectation du produit de la cession, telle que décidée par le Conseil d'administration de l'intercommunale en sa séance du 20 juin 2007, devra permettre de maintenir l'équilibre financier des différents secteurs de l'intercommunale sans recourir à l'appel à cotisation auprès des associés au secteur télédistribution;

Considérant qu'il est, dès lors, de l'intérêt communal que l'opération puisse se réaliser;

Considérant que l'acquéreur a expressément réitéré son engagement à prendre toutes mesures utiles afin que les citoyens puissent bénéficier de services de télécommunication de qualité dans des conditions accessibles à tous et dans le respect des lois du service public;

Considérant que la reprise du personnel de l'intercommunale affecté à l'activité câblodistribution se fait avec maintien de son statut;

Considérant le résultat, notamment financier, auquel les négociations avec le candidat finalement retenu pour celles-ci ont abouti;

Considérant la quote-part de l'intercommunale dans le prix de cession, à savoir 82,047 M €;

Considérant que l'affectation du produit de la cession devra permettre de maintenir l'équilibre financier des différents secteurs de l'intercommunale sans recourir à l'appel à cotisation auprès des associés au secteur télédistribution;

DECIDE : par 20 voix pour, 0 abstention, 0 voix contre,

Article 1er De marquer son accord sur l'opération cession TVD et sur le 1^{er} point mis à l'ordre du jour de l'Assemblée générale extraordinaire du 10 octobre 2007 de l'intercommunale, et ce en l'ensemble des éléments de ce point, soit :

- Approbation de la prise de participation dans l'intercommunale NEWICO et du projet d'apport de la branche d'activité.
- Approbation de la convention de cession d'actions.
- Approbation de la cession de ladite participation à l'ALE conformément et dans le respect de la convention de cession d'actions.
- Approbation de la convention entre les vendeurs relative à la répartition de la prise en charge des garanties.

Article 2 De charger ses délégués à l'Assemblée générale visée au point 1 de se conformer à la volonté ainsi exprimée par le Conseil communal.

**9. I.D.E.A. – ASSEMBLEE GENERALE DU 10 OCTOBRE 2007 – POINT N°2 –
CREATION D'UN SECTEUR « SERVICE PISCINE » POUR LES COMMUNES DE
SOIGNIES, BRAINE-LE-COMTE ET ECAUSSINNES - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le décret du 19 juillet 2006 modifiant le Livre V de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et relatif aux modes de coopérations entre communes;

Considérant l'affiliation de la Commune de Jurbise à l'Intercommunale IDEA;

Considérant que la Commune de Jurbise a été mise en mesure de délibérer par courrier du 16 août 2007;

Considérant que la Commune de Jurbise doit être représentée à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Commune/la Ville à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale IDEA du 10 octobre 2007;

Considérant que le Conseil communal doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'assemblée générale adressé par l'IDEA;

Considérant que les délégués rapportent à l'assemblée générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur conseil et qu'à défaut de délibération du conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente;

Considérant que le deuxième point inscrit à l'ordre du jour porte sur la création d'un secteur « service piscine » regroupant les communes de Soignies, Braine-le-Comte et Ecaussinnes;

Considérant que les communes de Soignies, Braine-le-Comte et Ecaussinnes, toutes trois affiliées à l'intercommunale IDEA, souhaitent s'associer pour gérer en commun une piscine;

Considérant que dans le cadre de la rationalisation des intercommunales, le Gouvernement wallon vise la diminution du nombre d'intercommunales et ne souhaite pas que de nouvelles structures soient créées;

Considérant que l'intercommunale IDEA a dans son objet social le développement régional qui comprend notamment :

« 4. En vue de l'établissement de toutes nouvelles activités de services, de toutes nouvelles activités industrielles, commerciales ou artisanales, ou en vue de l'expansion d'activités existantes, d'acquérir, d'assurer la maîtrise de la conception, la réalisation ou l'aménagement de bâtiments destinés aux activités susmentionnées, vendre ou louer ces terrains et bâtiments, en assurer le financement ; elle peut accepter toutes missions d'auteur de projet, assurer la promotion et la gestion de toutes infrastructures de zones industrielles, artisanales ou de services, assurer la gestion de biens immobiliers en relation avec son objet, apporter toute aide administrative et technique à la réalisation de projets scientifiques ou économiques intéressant la région, étudier, réaliser, gérer et exploiter une gare autoroutière ainsi que les services y attachés ; participer à l'information générale sous les aspects économiques et sociaux les plus divers.

6. Concevoir et exploiter les équipements mis en place, ainsi que d'autres équipements sportifs pour compte de tiers ».

Considérant que les Collèges des communes précitées souhaitent que l'IDEA puisse « héberger » en son sein un secteur « service piscine » les comprenant comme associés;

Considérant que l'IDEA n'engagera pas de personnel propre mais recourra au service d'un exploitant privé;

Considérant que le secteur « service piscine » sera géré par le Conseil d'Administration de l'IDEA;

Qu'en effet, la disposition L1523-18, § 2, du CDLD précise que « *Le nombre de membres de l'organe restreint de gestion lié à un secteur d'activité est limité au maximum au nombre d'administrateurs émanant des communes associées à ce secteur et se base sur le nombre de communes y associées.*

La répartition est fixée par les statuts de chaque intercommunale » et ne permet donc pas aux représentants de Braine-le-Comte et d'Ecaussinnes de siéger;

Qu'afin de garantir un pouvoir de décision aux communes associées à ce secteur, il est proposé d'ajouter un article aux statuts de l'IDEA précisant le mode de prise de décision par le Conseil d'Administration pour ce secteur;

Qu'afin que les actions et décisions des trois communes puissent être coordonnées au sein de l'IDEA, il est proposé de constituer une commission du secteur « service piscine » qui donnera un avis préalable sur les propositions de décision à prendre par le Conseil d'Administration;

Qu'après avis de la commission, les décisions seront soumises au Collège des trois communes avant d'être soumises au Conseil de l'IDEA qui ne pourra décider qu'en cas de décision favorable des Collèges des communes susmentionnées ;

Que la commission sera composée d'au moins cinq représentants par commune et des administrateurs émanant des communes associées à ce secteur;

Que les membres de la commission pourront faire appel à des experts;

Que l'IDEA sera représentée à cette commission par le ou les agents susceptibles d'apporter toutes les informations utiles à la prise de décision;

Considérant que ce secteur sera entièrement financé par les trois communes concernées et sera doté d'un capital correspondant à une souscription de 5 € par habitant libérables en 3 ans soit 11.031 parts de 25 €;

Que ce capital constituera un fonds de roulement pour le secteur qu'il sera libéré sur un compte financier propre au secteur piscine;

Qu'au cas où le projet serait abandonné, le capital sera récupéré conformément au chapitre 9 des statuts de l'IDEA;

Parallèlement à la constitution de ce secteur, les coûts d'exploitation de celui-ci seront couverts :

- d'une part, par des cotisations annuelles de 2 € par habitant.

- d'autre part, par la prise en charge par les trois communes au prorata de leur nombre d'habitants du déficit subsistant au sein du secteur après affectation des cotisations annuelles.

Considérant que les prestations de l'IDEA en tant que Maître d'ouvrage du projet feront l'objet d'une facturation interne apparaissant dans les comptes de résultats du secteur ainsi que tout frais exposé pour ce secteur;

Considérant que la proposition de valorisation des prestations internes de l'IDEA est de se référer à l'ensemble des honoraires SPGE (voir annexe 1) sauf en ce qui concerne les frais généraux qui seraient répartis conformément à l'article 55 des statuts;

Que concernant les prestations du service SAT, une proposition sera faite en fonction de la procédure urbanistique qui devra être menée;

Que concernant le suivi et le contrôle du prestataire qui assurera l'exploitation, une facturation sera établie sur base des frais exposés par l'IDEA;

Considérant que les communes concernées s'engagent à rester associées au secteur « service piscine » pendant une période de 30 ans;

Considérant que vu ce qui précède, il est proposé de modifier les statuts de l'IDEA comme suit :

A l'article 4 § 2 des statuts est ajouté in fine : « *V. Le secteur « service piscine » ayant pour objet les matières visées à l'article 3 § 1er, I, 4° et 6°* ».

A l'article 8 des statuts est ajouté in fine :

« *5. Secteur « service piscine :*

Le capital de ce secteur est de 275.775 € représenté par 11.031 parts A à 25 € ».

A l'article 10 des statuts est ajouté un § 5 libellé comme suit :

« *§5. En ce qui concerne le secteur « service piscine »*

<i>Communes du Centre</i>	<i><u>Nombre de parts</u></i>
<i>Braine-le-Comte</i>	<i>4.003</i>
<i>Ecaussinnes</i>	<i>1.990</i>
<i>Soignies</i>	<i>5.038</i>
<i>Total :</i>	<i>11.031 parts ».</i>

A l'article 13 un § 3 libellé comme suit est ajouté in fine :

« *§3. Concernant le secteur « service piscine », le Conseil d'Administration de l'IDEA a compétence pour établir le montant tant provisionnel que définitif de la cotisation annuelle de chaque commune associée en tenant compte du coût réel du service.*

Il peut appeler cette cotisation par versement mensuel ».

A l'article 34, il est ajouté in fine :

« Les décisions relatives au secteur « service piscine » ne peuvent être adoptées par le Conseil d'Administration qu'après avis favorable sur le projet de décision des collèges communaux des communes associées à ce secteur ».

A la relecture des statuts, il est apparu qu'à l'article 59, il convient de modifier les références aux articles 64 et 67 par 54 et 57.

DECIDE : à l'unanimité

Article 1^{er} : de créer un secteur « service piscine » selon les modalités reprises ci-dessus.

Article 2 : d'approuver la modification des articles 4, 8, 10, 13, 34 et 59.

Article 3 : de prévoir la mise en application de la création de secteurs dès le 1^{er} janvier 2008.

10. QUESTIONS ORALES

Madame SENECAUT interroge la Présidente sur la continuité du service de ramassage des encombrants.

Madame GALANT explique au Conseil que l'I.D.E.A. projette, soit une augmentation importante du coût par habitant avec la continuité du service, soit deux ramassages/an ou un service particulier, sur demande, mais payant. Elle mentionne que le Collège Communal étudie actuellement la possibilité d'assurer le ramassage des encombrants, par ses services, avec dépôts de ceux-ci au centre de Cuesmes.

En parallèle, le Collège Communal va s'engager dans une campagne afin de promouvoir l'utilisation du Parc à conteneurs de Jurbise.

Madame SENECAUT interroge Monsieur DURIEUX, Président du C.P.A.S., sur l'opportunité de la fermeture des crèches le 28 septembre 2007.

Monsieur DURIEUX répond qu'il n'a pas à commenter une décision prise par le Conseil de l'Action Sociale.

Madame SENECAUT intervient enfin au nom du P.S. concernant le service du bus local TEC :

GROUPE PS DU CONSEIL COMMUNAL DE JURBISE
SEANCE DU 2 OCTOBRE 2007

Questions relatives à la fin du service du bus local TEC

Mademoiselle la Bourgmestre,

La presse a fait écho du différend qui vous a opposé aux services des TEC Hainaut à propos du bus local mis en place à la veille du scrutin communal d'octobre dernier.

Nous avons effectivement connaissance des aménagements qui étaient demandés par la commune et auxquels tous les groupes politiques s'étaient ralliés lors du conseil communal de mars dernier.

Nous nous étonnons toutefois du caractère précipité des événements qui s'en sont suivis.

Vous aviez évoqué des possibilités d'aménagements des horaires et des trajets en deux phases : l'une au printemps dernier, l'autre en janvier prochain.

Qu'en a-t-il été précisément ?

Ne pensez-vous pas qu'il aurait été judicieux de laisser aux services des TEC le temps nécessaire à la finalisation de ce dossier sur base d'une évaluation au cours du dernier trimestre de cette année, en vue d'une application de nouveaux aménagements en janvier 2008 ?

Il semble en effet que les chiffres de fréquentation pour de nouvelles lignes étaient satisfaisants et – qu'à condition de laisser du temps au temps – les liaisons principales pouvaient être pérennisées et rendre un réel service à la population.

La commune pourra-t-elle, désormais, remplir à elle seule ce type de mission gratuitement et de manière satisfaisante (comme vous l'avez annoncé dans la presse) et ce, alors que ce n'est pas son métier et que des impératifs semblent importants à respecter. Nous pensons notamment à la continuité du service au public en période de vacances.

Pouvez-vous nous éclairer sur les arguments que vous avez souhaité faire valoir pour mettre un terme à la convention ? Les membres du Conseil pourraient-ils – eu égard à l'attitude qu'ils avaient adoptée lors du conseil du mois de mars – avoir connaissance du courrier officiel adressé aux autorités de TEC HAINAUT ? La qualité du service des TEC a-t-elle été mise en cause à cette occasion ?

Nous vous remercions de nous éclairer à ces différents propos.

Manuella SENECAUT
Chef de groupe PS

La Présidente répond en mentionnant qu'elle a géré ce dossier en « bon père de famille » et qu'un bus qui circule à vide n'est pas toléré. Elle précise, qu'elle a demandé plusieurs fois aux TEC HAINAUT de procéder à des modifications, ceux-ci ont répondu qu'une année était nécessaire. Il avait d'ailleurs été proposé de prendre en charge le coût de ce changement via une publicité. Madame GALANT attire l'attention sur le fait que le service du marché est et sera toujours assuré.

Monsieur HALLOT demande s'il serait possible d'établir le coût réel engendré par le bus local durant l'année de son activité.

Monsieur MULLER s'interroge sur les suites données aux nuisances sonores dues à l'activité du « Conways » à Jurbise.

La Présidente répond qu'un courrier circonstancié a été transmis aux propriétaires de l'établissement et que depuis lors, aucun constat répréhensible n'a été établi.

Monsieur MULLER demande si le Collège Communal a prévu une vérification des points lumineux publics avant la période hivernale.

Madame GALANT répond que cela se fait systématiquement chaque année.

Monsieur MULLER fait aussi remarquer la présence récurrente de véhicules en stationnement, rue des Martyrs, en dessous du Viaduc de la RN56.

La Bourgmestre signale que l'information a été transmise à la Police.

Monsieur BREUSE soulève un problème de sécurité à la jonction rue des Anglais et rue du Moulin à eau.

La Présidente sollicitera un rapport à la Police Locale.

HUIS CLOS...

PAR LE CONSEIL,

Le Secrétaire,

La Présidente,